

Changer la vie, changer la ville

Bernard Lévy

Number 69, Winter 1972–1973

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/57852ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

La Société La Vie des Arts

ISSN

0042-5435 (print)

1923-3183 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lévy, B. (1972). Changer la vie, changer la ville. *Vie des arts*, (69), 14–17.

Bernard LÉVY

Changer la vie changer la ville

Changer la vie . . . changer la ville. L'alternative est belle. Changer la ville: l'option paraît directe. Presque à l'abri de vaines spéculations. En prise sur le réel. Hâtive. Trop? Peut-être. Peut-être pas. Et si l'on changeait la ville . . . , la vie, nos rapports — nos rapports de classes aussi — en seraient-ils plus facilement améliorés?

Changer la ville: quelle gageure! Et pourtant qui n'a jamais *construit sa ville*? Les bureaux d'architectes sont remplis de concepteurs qui n'attendent qu'un geste pour *réaliser leur ville*, ou, à défaut, pour transformer la ville à leur manière. Des projets de toute sorte s'amoncellent dans les tiroirs ou sur les rayons des bibliothèques: du village primitif retrouvé à la ville cybernétique, de la cité de béton à la ville gonflable. D'innombrables raisons — chiffrées ou non — appuient, justifient, légitiment des idées et des intentions au-dessus de tout soupçon mais non moins redoutables et redoutées. Médecins, sociologues, philosophes, géographes, mathématiciens, historiens ont ajouté leurs théories à un concert qui tourne à la *babélisation* intégrale. Économistes et politiciens s'y mêlent aussi avec plus de succès sinon plus de bonheur. Un signe, une signature suffisent pour que des murs entiers s'écroulent, pour que le béton — lyrique ou pas — hisse d'un étage de plus une tour au coeur de la ville. Construire. Détruire. Avenues plus larges, cités-dortoirs, villes-ordinateurs: *On ouvre, on ferme une rue, on déplace mille, dix mille personnes ailleurs*. Que dire?

Et quand bien même ce serait pour *créer* des espaces verts ou pour limiter la pollution atmosphérique ou sonore, peut-on qualifier autrement ces décisions que d'arbitraires? Peut-on seulement parler de changements?

Changer la ville: la proposition enferme plus d'exigences. De simples modifications structurales, techniques, technologiques ou juridiques ne suffisent pas. Il manque un mouvement capital: celui de la population. Sans cet élément fondamental, la qualité de la vie ne restera qu'une expression pour idéalistes abstraits; beauté, lai-

deur, demeureront simples effets de conditionnement et de classe. Et l'art? Éloigné, étranger de tous les actes quotidiens. Pas du tout vécu: une affaire de spécialistes.

Certes, la ville change — elle change d'aspect — mais sans nous. Les promoteurs immobiliers ou industriels ainsi que les pouvoirs publics donnent suite à des projets rentables et spectaculaires (relogement massif, édification de complexes commerciaux prestigieux). On assiste parfois au lancement de projets pilotes ou de projets expérimentaux: il faut bien se donner bonne conscience ou simplement travailler au nom du *progrès*... Les cobayes, eux, sont peu consultés.

Si le citoyen n'a pas d'opinion, c'est qu'on s'en préoccupe peu ou mal, en ce sens qu'on l'assaille par une quantité d'informations secondaires, d'où il ne peut dégager les scories; en outre,

il est encore trop isolé pour demander des éclaircissements. En somme, on l'accuse de ne pas désirer ce qu'il ignore. Mais comment soupçonnerait-il l'existence de ce dont il pourrait avoir besoin? Alors la technocratie fait confiance aux statistiques sans trop voir que les résultats — les chiffres réconfortent souvent — sont parsemés de lacunes, celles, par exemple, du questionnaire dont ils proviennent, celles de l'équation marketing qu'elles induisent. La multiplication généralisée de ces lacunes transforme tous les citoyens en marginaux, c'est-à-dire en individus dont les problèmes résiduels ne seront jamais liquidés ou, pire encore, ne seront qu'à moitié satisfaits. Ces *détails* sont escamotés par une technocratie qui ne se préoccupe que des moyennes. Ainsi nous sommes tous moyens mais terriblement uniques et différents. Alors où est le dialogue?

Où est le débat? Il y a crise.

Quatre parties s'affrontent.

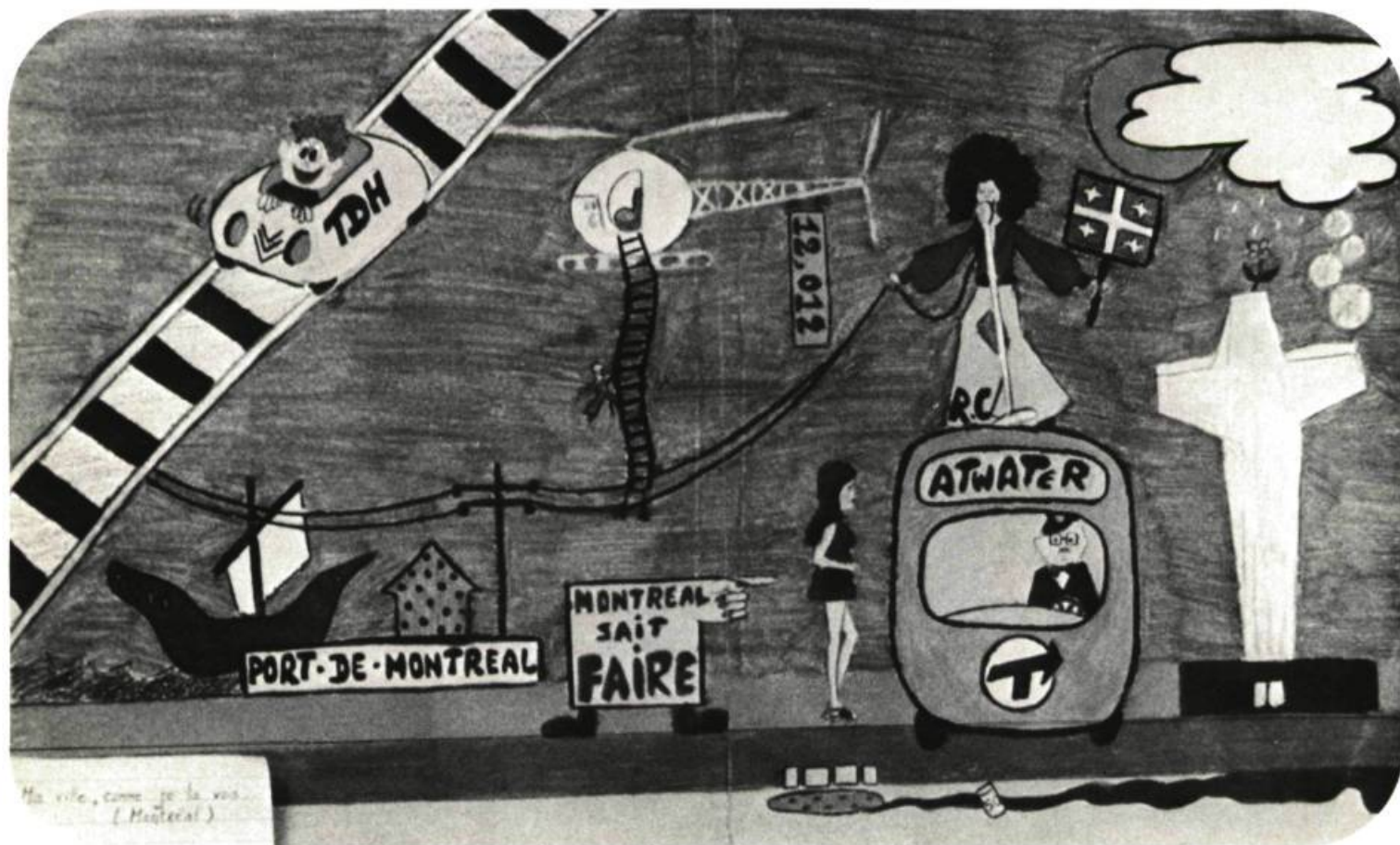
1) Les hommes d'affaires. Ils font des affaires en feignant de répondre à d'authentiques besoins.

2) Les architectes et les urbanistes. Ils sont relégués au rang d'intermédiaires et, au mieux, de simples exécutants.

3) Les penseurs. Ils proposent des solutions. Ils sont souvent prisonniers de leurs idées, voire de leur idéologie.

4) La population. Incrédule, elle réagit parfois violemment devant les excès des décisions dont elle assume les frais. Il se dégage de ce mouvement une conscience citoyenne.

L'urbain, on s'acharne à en délimiter les contours. Or, la ville échappe à l'analyse. A chaque analyse, à toutes les analyses. On avance des solutions concrètes: elles s'avèrent généralement partielles, partiales, utopiques. Existe-t-il une solution à la crise urbaine? La



Carole COUTURIER, 14 ans, 3e prix du Concours de dessins (thème : *Une métropole, comme je la vois*) organisé par le Pavillon de la Tchécoslovaquie, Terre des Hommes, Montréal, 1972.

UN PAYS NEUF A BÂTIR

Jacques GRAND'MAISON, *Nouveaux modèles sociaux et développement*. Montréal, Éditions Hurtubise/HMH, 1972.

Le livre *Nouveaux modèles sociaux et développement* de M. Jacques Grand'Maison fait suite à *Stratégies sociales et nouvelles idéologies* du même auteur, paru l'an dernier. Cette fois, M. Grand'Maison passe en revue et analyse les différents types de modèles sociaux expérimentés depuis un peu moins d'une décennie au Québec: modèles sauvages, micromodèles, fédératifs, multidimensionnels, communautaires polyvalents, modèles-moteurs, volants, gestionnaire-bureaucratiques-cybernétiques, politiques, symboliques, festifs. M. Grand'Maison considère non seulement l'aspect positif et critique de chacune des expériences mais encore il envisage la dimension prospective. La première partie de son livre s'achève sur une « lettre ouverte à nos gouvernements et à nos concitoyens ». Cette lettre « se veut l'écho d'un cri longtemps retenu dans nos tripes ». On y découvre, sur le mode rageur, que la valeur des nouveaux modèles sociaux décrits par M. Grand'Maison demeurera perpétuellement nulle ou presque, c'est-à-dire à l'état expérimental, si les pouvoirs publics ne lui accordent pas aide et subvention. En fait, c'est la nécessité sociale et économique qui a fait naître ces projets qui est en question.

Cette réflexion amène immédiatement la question du développement (deuxième partie) et d'abord le développement urbain. L'auteur dénonce l'incohérence de la politique urbaine placée « sous le signe d'une improvisation décevante pour les populations concernées ». Suit alors un véritable réquisitoire, composé d'une succession de faits irrécusables: au chapitre de l'organisation (multiplication des offices gouvernementaux, prolifération de comités de toute sorte), sur le plan de la promotion économique (concurrence des projets fédéraux et provinciaux, hésitations des experts, absence de contrôle par les citoyens...).

Les exemples fourmillent. M. Grand'Maison en détache nettement deux: l'expérience des communautés urbaines (émiètement tragique du territoire), l'aéroport de Sainte-Scholastique (exemple-type de conflit fédéral-provincial à propos d'aménagement du territoire).

Le bilan ne serait pas complet s'il n'y avait des alternatives: la carte nord-américaine, un ou plusieurs modèles inédits de développement, un état fort et démocratique, l'issue de la crise actuelle. M. Jacques Grand'Maison ne cache pas sa préférence pour « un pays neuf à bâtir ».

B.L.

question n'est pas neuve. Les réponses de la nouvelle conscience citoyenne semblent ouvrir des horizons prometteurs car ils présupposent une autre forme de choix commun, une nouvelle politique. La réflexion se limite ici à la crise d'identification à la ville considérée comme valeur esthétique. Cette réflexion prend place au sein d'une réflexion plus globale sur la conscience urbaine et ses conséquences.

Qu'est-ce que la conscience urbaine?

1) C'est fondamentalement la découverte d'un *milieu* — l'environnement urbain — issu de volontés collectives, de phénomènes historiques socio-économiques juxtaposés dont l'ensemble compose un tout extrêmement complexe, constitué par tout un réseau d'inter-relations à divers niveaux: pouvoir (politique, économique, ...), communications (transports, informations, ...), habitat...

2) C'est la découverte aussi d'une *société* en devenir urbain, c'est-à-dire le rassemblement d'un nombre d'individus autonomes, indépendants mais également liés par un ensemble de contingences sociales et surtout par le phénomène urbain. Il s'agit en réalité d'une véritable force mais dispersée, fragmentée. Ce rassemblement, est-ce un simple agrégat ou la juxtaposition de plusieurs agrégats d'unités différenciées?

3) C'est enfin la découverte d'une *fin possible des problèmes de croissance* d'où est issue la ville industrielle, c'est-à-dire l'orientation vers une problématique propre, une problématique urbaine dégagée des problèmes de croissance et qui considère en tout premier lieu l'homme et son développement.

Ainsi, le phénomène urbain rejoint des préoccupations plus larges et très probablement les englobe puisque, dans une certaine mesure, nous nous dirigeons vers une urbanisation totale. La prise de conscience de ce phénomène global s'accompagne immédiatement d'une autre prise de conscience: la société est entièrement compartimentée, divisée, cloisonnée, presque étanche. Une tâche pour chacun, une

classe pour chacun, un habitat pour chacun... Il y a, certes, des exceptions; il n'en demeure pas moins une forte division qui détermine une absence de participation, voire un désintérêt global pour la question urbaine et une négation de la responsabilité individuelle. Quelle en est la cause sinon une raison d'ordre politique?

On peut s'interroger maintenant sur les conditions de la ville-crée collective, de la ville-oeuvre d'art. Fondamentalement, tout commence avec la prise de conscience de spécificités culturelles réparties entre les différents milieux sociaux. Quant aux formes du vécu urbain, elles doivent être reliées à l'ensemble d'une structure sociale propre, sans pour autant en négliger les caractéristiques culturelles et spatiales. Dans le contexte de la planification urbaine actuelle une telle perspective est impossible puisque, entre les points communs d'ensemble et les objectifs de la croissance technocratique, il y a une disparité irréconciliable. Et, par conséquent, absence totale de dialogue. On ne peut cependant pas exclure sous ce prétexte le postulat de la liberté décisionnelle et créatrice de l'homme agissant comme *agent autonome* de sa propre vie et de son propre milieu. Or, c'est précisément ce que l'on fait: l'individu n'est pas perçu comme citoyen mais comme consommateur, ce qui signifie que dans *son* agglomération les décisions sont prises sans qu'il soit consulté. Et ces mêmes décisions, privilèges d'une élite pas toujours élue, lui sont en définitive imposées. C'est pratiquement tout le système de représentation et de communication qui est mis en cause ici, c'est-à-dire toute la superstructure idéologique.

Comment alors édifier une ville — oeuvre collective qui tienne compte des choix communs? L'une des méthodes consiste à partir de la réalité de la conscience citoyenne puisqu'elle commence à naître, en vue d'aboutir à une conscience citoyenne responsable. On envisage schématiquement deux niveaux de décision:

1) Action sur l'environnement im-

médiat: l'habitat, l'habiter, la cellule suburbaine, le quartier;

2) Action sur les réseaux urbains: production, communication, etc. . .

Dans un tel système, l'individu délègue moins son pouvoir de décision. Ainsi, c'est en collaboration avec des architectes, des urbanistes, des artistes, et en fonction de ses réels besoins qu'il assume collectivement l'édification de son environnement immédiat (dispensaires, centres de loisirs, écoles, habitat). Serait-il étonnant de constater que de multiples satisfactions individuelles soient, dans ces conditions, partagées par la collectivité?

Dans une optique plus large et considérant le processus de planification urbaine le citoyen est considéré comme *usager* urbain. A ce titre, il participe directement aux options fondamentales qui concernent l'ensemble de

la cité, secteur par secteur, réseau par réseau. Il participe à l'élection des comités responsables de la gestion et du contrôle des services publics: transport, information, etc. Les orientations majeures de chaque réseau sont soumises à l'approbation de tous les usagers. Ainsi, le strict intérêt privé devient subordonné à l'intérêt public.

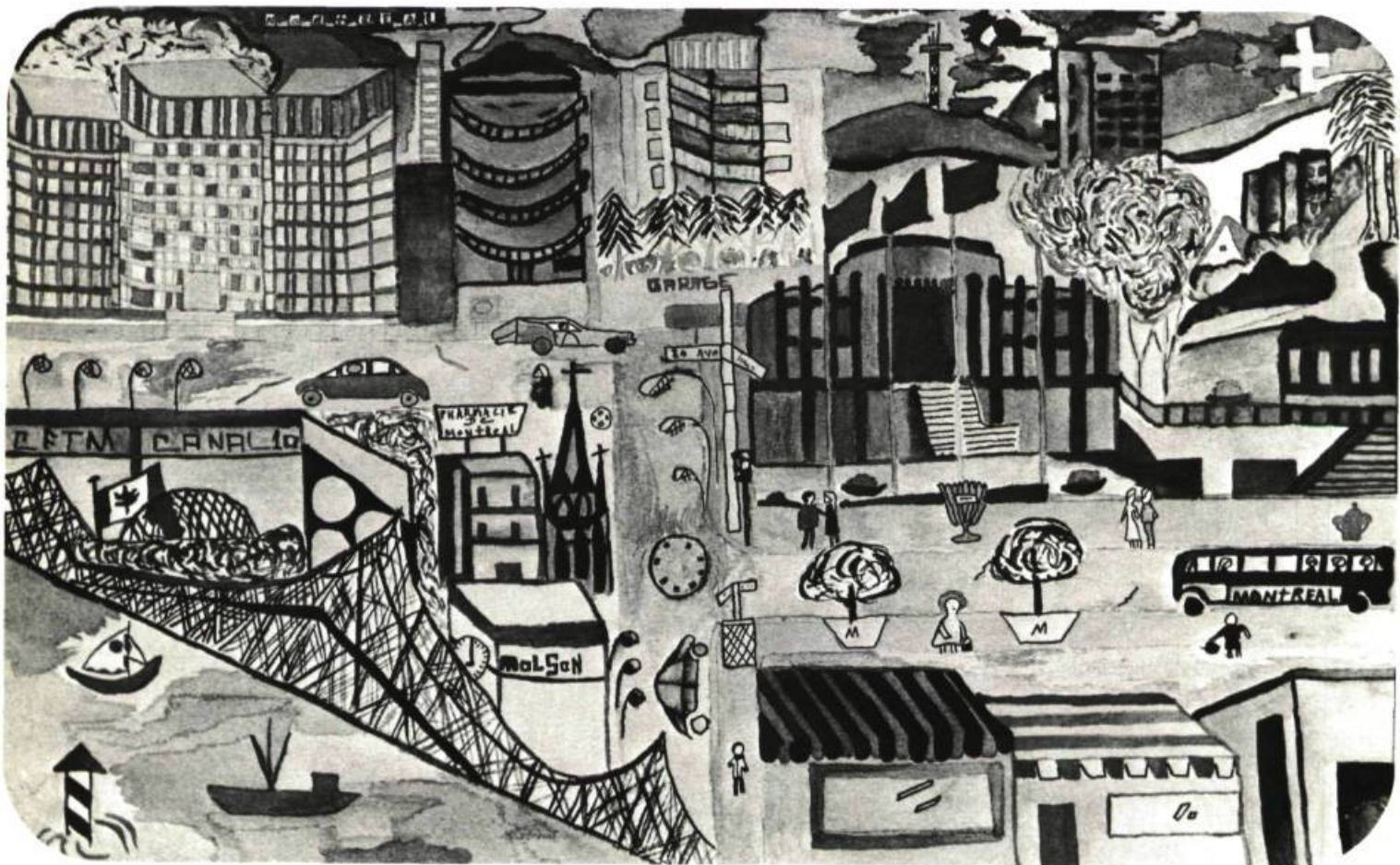
Quel serait l'aspect d'une telle ville? Il est difficile de le prévoir. Elle serait en tout cas un miroir fidèle de la volonté de diverses majorités de ses habitants. Une telle conception mènerait probablement à une forme d'auto-gestion. Celle-ci entraînerait une prise de conscience culturelle, suivie de modifications radicales de l'éducation. A la limite, elle conduirait à une transformation des rapports de classes. Comment, en effet, nier les moyens qui conditionnent une réorganisation

aussi fondamentale de la cité.

Nous venons de parler d'une ville possible. Une de plus. Nous n'avons ajouté ni retranché quelque bâtiment que ce soit. En somme, nous n'avons rien *changé*. Le phénomène urbain est un phénomène global. Et, partout, il est fragmenté. C'est là, sans doute, qu'il faut chercher une cause à la passivité remarquable des principaux intéressés: les citoyens. Ceux-ci ne parviennent pas à saisir la réalité pratique (politique) d'un ensemble qui leur échappe systématiquement et auquel ils refusent de s'identifier. A quoi servirait, dès lors, de changer la ville? D'autres la referaient à leur mesure, c'est-à-dire à la mesure de leur utopie ou, pire encore, de leurs chimères.

Changer la vie, alors? Oui, mais comment?

English Translation, p. 85



Diane LACHANCE, 15 ans, 2e prix du Concours de dessins (thème : *Une métropole, comme je la vois*) organisé par le Pavillon de la Tchécoslovaquie, Terre des Hommes, Montréal, 1972.